

**Union européenne - Migrations -
Réunion des ministres de l'intérieur
de l'UE - Communiqué de presse du
ministère de l'intérieur**
(Paris, 13 septembre 2018)

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, se rendra jeudi et vendredi à Vienne pour participer à une réunion des ministres de l'Intérieur de l'UE organisée par la présidence autrichienne du Conseil de l'UE.

La réunion ministérielle devra permettre d'approfondir les modalités de mise en oeuvre de l'approche globale définie au niveau européen pour faire face aux enjeux migratoires actuels. "Il s'agira en premier lieu de renforcer conjointement notre coopération avec les Etats de départ et de transit visant à contenir les flux migratoires irréguliers, notamment la coopération avec les pays du Maghreb pour que cessent les départs de migrants en mer au péril de leur vie" souligne Gérard Collomb.

La rencontre permettra par ailleurs de faire un premier bilan sur les "centres contrôlés", dont la mise en place a été décidée par le Conseil européen des 28 et 29 juin afin de gérer les débarquements de migrants recueillis en mer, qui ont très fortement diminué (-80% par rapport à l'an passé en Méditerranée centrale) mais qui n'ont pas encore totalement cessé à ce jour. Pour le ministre d'Etat, "les centres contrôlés doivent permettre d'identifier d'une part les réfugiés en besoin de protection, et d'autre part les migrants économiques irréguliers qui ont vocation au retour". Conformément au droit de la mer, ces débarquements doivent s'effectuer dans le port sûr le plus proche sur les routes migratoires où sont effectués les sauvetages en mer.

Enfin, la réunion de Vienne permettra également de rappeler l'importance d'une relance des négociations sur la révision du règlement européen dit de "Dublin". "Cette révision est importante car elle permettra de réduire les flux migratoires secondaires au sein de l'UE, dont une partie importante concerne la France, et de mettre en place un équilibre efficace entre responsabilité et solidarité" souligne le ministre.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, salue par ailleurs la présentation ce matin par la Commission européenne, à la veille de la réunion ministérielle de Vienne, d'un paquet de propositions de législation européenne visant à permettre à l'UE et aux Etats membres de traiter plus efficacement les enjeux migratoires.

Conformément aux décisions du Conseil européen de juin dernier et aux positions exprimées par la France, la Commission européenne a proposé en particulier de renforcer l'agence européenne Frontex de garde-frontières et de garde-côtes pour la doter d'un corps permanent de 10.000 agents opérationnels ainsi que de davantage de navires, moyens aériens et de

véhicules. Le ministre d'Etat souligne que "la France appuie cette proposition concrète et ambitieuse, qui contribuera à renforcer la protection des frontières extérieures de l'UE et la sécurité des citoyens français et européens".

La Commission a par ailleurs proposé de renforcer les moyens de l'agence européenne de l'asile (EASO). Pour le ministre, "il est essentiel que l'agence européenne de l'asile puisse appuyer efficacement et rapidement les Etats membres dans le traitement des migrants recueillis en mer et débarqués dans des centres contrôlés, afin d'identifier d'une part les réfugiés en besoin de protection, qui devront être accueillis solidairement par les Etats membres, et d'autre les migrants économiques irréguliers, dont le retour devra être assuré dans les meilleurs délais".

Le ministre d'Etat note à cet égard la proposition de la Commission européenne visant à réviser la directive "retour", afin de faciliter les retours des migrants qui ne sont pas en besoin de protection et de rendre plus efficaces et harmonisées les procédures des Etats membres à cet égard. "Pour être en mesure de mieux accueillir les réfugiés en besoin de protection, il est nécessaire de revoir cette directive afin de rendre plus opérationnelles les procédures que doivent respecter les Etats européens pour assurer le retour rapide des migrants économiques irréguliers" ajoute le ministre d'Etat.

Gérard Collomb souligne que "La France participera activement aux négociations sur ces textes présentés aujourd'hui par la Commission européenne afin d'assurer leur entrée en vigueur dès que possible. En plus du paquet législatif "asile" déjà en cours de négociation à Bruxelles, ces textes sont le complément nécessaire au niveau européen à la loi du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie", dont les dispositions entreront en vigueur dans les prochains mois./.

(Source : site Internet du ministère de l'intérieur)